

# Quo Vadis, Afghanistan ?

René Cagnat

Colonel (er) écrivain spécialiste de l'Asie centrale, chercheur associé à l'Iris.

David Gaüzère

Chercheur, directeur du Centre d'observation des sociétés d'Asie centrale (CosAc).

(1) Il fait suite à une première contribution de René Cagnat et David Gaüzère, « Afghanistan, contexte d'un retrait : triste réalité », *Revue Défense Nationale*, n° 767, février 2014, p. 89.

Pour introduire cet essai de prospective <sup>(1)</sup>, trois remarques liminaires s'imposent. Nul n'est plus imprévisible qu'un Afghan... L'imbroglio laissé par les Américains et l'Otan est inimaginable ! Face à l'avenir afghan, personne n'est optimiste.

La guerre en Afghanistan est l'un des conflits où l'on aura le plus rêvé, fantasmé, menti, dans tous les camps, à toute occasion. Aussi, afin de donner un socle solide à des scénarios futuristes, est-il nécessaire de discerner les parts du rêve, du caché, les facteurs déterminants, les probabilités...

## La part du rêve

### *Le rêve occidental*

Il n'est autre que celui du modèle démocratique ; or les concepts de droits de l'Homme, de libération de la Femme, d'élections honnêtes, etc., sont incompréhensibles pour la majorité des Afghans, notamment pour les Pachtouns soumis au code coutumier du *pachtounwali*. Il est celui de la toute puissance matérielle, celle des armes, du *business*, des dollars ; or celle-ci n'est prise en compte que par une frange urbaine des Afghans. C'est celui de l'existence d'un islam modéré, avec entre autres des *taliban* prêts à la négociation avec des « infidèles », ce qui tient de la fantasmagorie. Celui du pouvoir centralisé, prôné dès l'accord de Bonn de décembre 2001 ; or il est étranger à la tradition afghane. Celui enfin de l'éradication de la résistance islamique et de la drogue : plus un vœu pieux qu'un objectif réalisable.

### *Le rêve des Gouvernements*

Il est celui d'une aide occidentale suffisante et prolongée : ce mythe est aujourd'hui mis à mal par le président Karzaï lui-même

qui ne cesse de reporter la ratification du *Bilateral Security Agreement (BSA)*. Celui d'une suppression de la corruption, des trafics et des gangs, alors que seul un endiguement est concevable. Celui de la victoire face aux *taliban* : elle requiert une hauteur de vue, un sens politique, une honnêteté et des moyens économiques et militaires pour l'instant absents chez les gouvernementaux.

### **Le rêve des taliban**

C'est celui du califat national (limité à l'Afghanistan) et, à plus forte raison, international (étendu dans un premier temps à l'Asie centrale) : cela participe plus d'une visée métaphysique que d'un avenir possible. De l'application de la *Charia* voulue par les *taliban* : c'est une gageure, tant ce code est tolérant par rapport aux exigences du *pachtounwali*...

### **Le camouflage**

#### **Le camouflage des Occidentaux**

Les élections du 5 avril ont pour but essentiel de justifier *in extremis* une guerre ratée. Truquées, partielles et partiales, elles ne pourront donner une illusion de démocratie et de réussite de l'intervention qu'à un public peu averti. Les deux candidats favoris Achraf Ghani et Abdoullah Abdoullah n'ont-ils pas pour seconds des criminels de guerre, respectivement Rachid Dostom et Mohammad Khan <sup>(2)</sup> ?

Les bases américaines envisagées ont plus pour objectifs de promouvoir, par drones et opérations hélicoptérées, la lutte contre *Al-Qaïda* et surtout de gérer le chaos dirigé <sup>(3)</sup> que de porter secours aux gouvernement de Kaboul et aux Afghans.

#### **Le camouflage des gouvernementaux**

Les Américains ont fini par s'apercevoir que leurs alliés kabouliotes mènent un double, voire un triple jeu chacun ou presque ayant une liaison permanente par portable avec un collègue *taliban* et un lien protecteur avec la mafia...

#### **Le camouflage des taliban**

Ils mènent aussi ce double jeu, mais y ajoutent la dissimulation de leurs faiblesses et, surtout, de l'étendue de leur compromission avec la drogue.

(2) Cf. article du *New York Times* du 27 février 2014 "Warlords with dark pasts battle in afghan elections".

(3) *Ibidem*, p. 87 : stratégie attribuée par certains chercheurs russes aux Américains qui créeraient sciemment le chaos pour mieux exercer leur influence sur certaines régions.

### Démembrement théorique de l'Afghanistan



## Les facteurs déterminants

### Les voici récapitulés

L'importance stratégique d'une région entourée de quatre puissances nucléaires entraîne le maintien, en son cœur afghan, des Occidentaux. Mais cette importance peut ne plus suffire aujourd'hui. Depuis 2012, l'Afghanistan n'est plus une priorité stratégique pour les Américains qui se tournent vers le Pacifique.

L'islam et ses schismes sont autant facteurs d'unité que de division : si le sunnisme de près de 90 % des Afghans les rapproche des centre-asiatiques, le chiisme des Hazaras et des Ismaéliens pami-ris est à l'origine d'une profonde fracture à l'intérieur du pays.

Le facteur ethnique est un ferment de division, surtout s'il est renforcé par une différence de religion : ainsi la rupture entre Pachtouns sunnites et Hazaras chiïtes ne fait-elle que s'élargir.

Le trafic de drogues et le banditisme jouent un rôle de plus en plus décisif au point d'établir leur contrôle sur certaines zones rurales et désertiques, du Sud-Ouest notamment, en zone baloutche.

La spécificité afghane se rapporte à la *path dependency* ou « dépendance à la trajectoire ». « Selon ce concept, l'évolution présente d'un pays serait influencée par des épisodes antérieurs de son Histoire qui l'installeraient sur une orbite dont il ne pourrait guère s'écarter »<sup>(4)</sup>. Les éléments clé de cette dépendance correspondent au fanatisme religieux, à l'ostracisme, surtout à l'encontre des « infidèles », à une sévérité inouïe envers les femmes, à une certaine démocratie locale excluant un pouvoir centralisé. Mais son élément le plus décisif est une certaine « idée nationale afghane » qui, autour de la fierté d'être afghan et de la perception par toutes les ethnies de leur spécificité afghane, freine l'éclatement du pays.

Enfin certains obstacles exercent leur influence : ils sont légion, depuis « la surpopulation de Kaboul » (1 million en 2001, 4 millions aujourd'hui) jusqu'à la « bombe démographique » ; malgré la guerre et les privations, les Afghans pâtissent d'une des plus fortes progressions de la population. Cette dernière, estimée à 24 millions en 2000, aurait atteint plus de 31 millions en 2013<sup>(5)</sup> ! Or le pays, couvert de champs de pavots, est incapable de la nourrir...

## Les probabilités

Les Américains devraient rester, mais en petit nombre (de 2 000 à 10 000 hommes des forces spéciales et de l'aviation), dans la

(4) René Cagnat, *Du djihad aux larmes d'Allah : Afghanistan, les sept piliers de la bêtise*, Éd. du Rocher, Paris, 2012, p. 88.

(5) Rapport de M<sup>me</sup> Françoise Hostalier, sénatrice, à l'issue d'une mission en Afghanistan effectuée du 2 au 3 octobre 2013, p. 5.

(6) Cf. l'article du *New York Times* du 26 février 2014, Mark Landler et Helene Cooper, "Trust eroded, Obama looks beyond Karzai".

(7) Cf. note 2.

(8) René Cagnat et David Gäuzere, *op. cit.*, p. 87.

région de Kaboul et dans quelques bases, mais cela devient douteux <sup>(6)</sup>. De plus, ce maintien est provisoire, quelques années tout au plus : il n'est qu'un report d'échéance.

Les élections présidentielles auront lieu mais elles sont déjà déconsidérées <sup>(7)</sup>. Si Abdoullah Abdoullah devait être élu, comment ce demi-pachtoun pourrait-il assimiler le système « clientéliste et clanique » pachtoun bâti par Karzaï ? Il y aura de la part de l'armée une menace de coups d'État et, dans les populations urbaines, un risque d'émeutes, de pogroms (Pachtouns contre Hazaras), d'assassinats qui influeront sur l'avenir.

L'aide financière occidentale va fortement diminuer dès cette année et n'est pas pérenne. L'éventualité d'une relève par les pétromonarchies ou par la drogue existe... On s'y prépare déjà ! La surface des plantations d'opium, qui fournissent déjà plus de 90 % de l'héroïne mondiale, s'est encore accrue d'un quart en 2014 <sup>(8)</sup>. Il en résultera une augmentation du trafic de narcotiques et du banditisme. Des bandes armées de la drogue séviront en pays afghan et sur son pourtour.

Sauf pour la lutte contre la drogue, qui pourra se traduire par des épandages aériens et des héliportages, il n'y aura pas d'interventions directes des nations voisines : nul n'a envie de s'enliser en Afghanistan ! On assistera seulement à des immixtions indirectes, secrètes, par ethnies ou religions interposées. L'Iran, par exemple, devrait, une fois de plus, influencer les Chiites hazaras.

L'existence d'une zone de confrontation autour de Kaboul coïncidera avec des zones de prospérité relative : Hérat, Mazar-i-Charif, etc.

Mais la fuite des élites, déjà en cours, s'accélélera. Un énorme problème de réfugiés apparaîtra en direction du Pakistan, de l'Iran mais aussi de l'Asie centrale : le nombre de réfugiés sur le pourtour pourrait passer de 2 millions aujourd'hui à 4 ou 5 millions.

Sur fond de problèmes économiques et sociaux insurmontables, de fractures religieuses et ethniques, la survie s'organisera par la guerre et le brigandage.

Même si les États-Unis ont essuyé un échec dans leur intervention en Afghanistan, même si leurs récentes options stratégiques éloignent leurs priorités vers le Pacifique, ils restent, pour l'instant, dans la zone centre-asiatique, la puissance dont les initiatives militaires et diplomatiques, l'aide et les financements régissent l'avenir. Aussi est-ce encore en fonction des options de Washington que nous privilégierons trois scénarios, des plus favorables au pire.

## Trois scénarios prospectifs

### *Le plus optimiste*

Les Américains maintiennent en 2015 au moins la moitié de l'aide actuelle et un corps expéditionnaire cantonné à Kaboul et dans quelques bases (10 000 hommes ?). Washington, après les élections du 5 avril, devrait parvenir à s'entendre avec le successeur de Karzaï autour du *BSA*, c'est-à-dire un accord garantissant la présence américaine et un soutien pour quelques années (jusqu'en 2020 ?). Selon ce scénario, les Américains restent et coopèrent avec les gouvernements à dominante tadjike qu'ils soutiennent à bout de bras, notamment avec leur aviation.

Ils aident donc à tenir Kaboul, quelques bases et la région du Nord, tirent avec des drones en Afghanistan et en zone tribale pakistanaise. Cela correspond à une aggravation modérée de la situation actuelle de guerre d'assez faible intensité qui coûte cher aux Occidentaux : rien que pour 2014 les Américains ont voté un « budget afghan » de plus de 8 milliards de dollars.

Le maintien de la présence occidentale facilite la propagande et le recrutement des *taliban*. Ils bénéficient d'un appui conditionnel des Pakistanais, Saoudiens, Émiratis et de revenus accrus du trafic de drogue. Les partisans de Mollah Omar peuvent ainsi agencer un effort de déstabilisation qui les fait progresser en zone pachtoune (notamment dans l'Helmand) et dans le Nouristan, voire le Badakhchan. Mais la région de Kaboul reste, au moins dans un premier temps (deux, trois ans ?) aux mains des gouvernementaux. On voit alors prospérer « le bazar de la guerre » déjà en place et qui consiste en une entente secrète et un partage du terrain entre responsables militaires des deux camps <sup>(9)</sup>. Les fluctuations de ce « bazar » se traduisent par une parcellisation progressive du territoire, l'émergence de féodalités.

(9) René Cagnat et David Gäuzere, *op. cit.*, p. 86.

La baisse inéluctable de l'aide occidentale suscite peu à peu un recul des gouvernementaux vers la région du Front national du Nord (FNN) et pourrait aboutir à une perte de Kaboul. Cette partition de fait ne s'inscrirait pas, cependant, tout de suite sur le terrain en fonction de l'influence homogénéisante de « l'idée nationale afghane ».

Le trafic de drogues profiterait de la collusion intermittente des deux camps comme de l'augmentation des surfaces cultivées en pavots et connaîtrait une progression certaine.

Sur la périphérie « sunnite » (Pakistan et Asie centrale), les *taliban*, trop occupés à l'intérieur du pays, n'agenceraient de projection

(10) Cf. l'article en russe de Evguéni Satanovski dans l'hebdomadaire *VPK* du 22 février 2014 : « Déstabilisation de l'Asie centrale » (<http://vpk-news.ru/>).

djihadiste que si la zone en question était la proie d'une agitation politique ou sociale : succession en Ouzbékistan, troubles au Tadjikistan et Kirgystan <sup>(10)</sup>, attaques caractérisées et renouvelées de l'armée pakistanaise contre la zone tribale, etc.

**Le scénario d'un départ total des Américains : cas d'une évolution favorable.**

Les Afghans laissés à eux-mêmes en reviennent à leur modèle d'évolution historique très lent qui se chiffre par décennies. Les *taliban* ayant perdu leur ennemi perdent la motivation de leur combat et se replient peu à peu vers le *djihad* international : il y aurait alors danger pour l'Asie centrale, l'Iran et le Pakistan. Les *taliban* pourront cependant être contenus car leur force n'est pas décisive...

Les différentes factions afghanes cherchent le soutien financier de l'Arabie saoudite, des Émirats, de pays voisins ou des trafiquants de drogue. Un premier indice de cette recherche peut être trouvé dans le voyage non officiel que Dostom vient d'effectuer en Ouzbékistan et au Kazakhstan, prolongé peut-être en Inde <sup>(11)</sup>.

(11) Agences d'information russes et centrasiatiques *Ng.ru*, *Fergananeews.com*, *Kyrtag.kg*...

Les factions se livrent au « bazar de la guerre ». Cela peut durer des années avant que n'émerge une autorité qui, comme naguère Massoud, se créera une clientèle. Cette autorité par son charisme peut raviver le patriotisme afghan et rapprocher les ethnies, les fiefs, les chefs de guerre...

L'État afghan décentralisé réapparaît, la confiance renaît. Avec le temps (dix ans ? vingt ans ?) et l'appui étranger, des ressources nouvelles (mines, cultures de substitution) permettent d'autant mieux d'éradiquer les drogues que des produits de synthèse apparaissent chez nous à leur place...

**Le scénario du pire : démembrement et fracture internationale**

Les Américains, qui ont quitté peu à peu le territoire afghan et mis fin à leur aide militaire et financière, jouent la « carte islamique » dont ils usent déjà en Arabie saoudite : ils sont de mèche avec les Pakistanais et, à travers eux, les *taliban*. Ces derniers, ainsi soutenus, reconquièrent Kaboul, Kandahar, Djalalabad, mais se heurtent au FNN fortement soutenu par l'Iran, l'Inde, la Russie, et, dans une certaine mesure, la Chine coincée entre son amitié avec le Pakistan, d'une part et sa coopération avec l'Iran et son alliance avec la Russie dans l'Organisation de coopération de Shanghai, d'autre part.

Cette intervention en sous-main du Pakistan et des États-Unis serait catastrophique pour l'Afghanistan transformé, une fois de plus, en champ de bataille entre factions soutenues de l'extérieur. Mais les *taliban* et autres Afghans lancés vers le Nord au nom du Califat international pourraient devenir un grand danger non seulement pour l'Asie centrale mais aussi pour le lien terrestre entre la Chine et l'Europe.

Si l'on projette cette hypothèse à long terme, les États-Unis, puissance maritime concurrencée par le développement au travers de l'Asie centrale d'une « nouvelle route de la soie », pourraient, par le biais afghan, menacer oléoducs et gazoducs reliant l'Asie centrale à la Chine, chemins de fer et autoroutes établis entre la Chine et l'Europe. Vision lointaine, encore floue, certes, mais non sans quelques fondements...

\*

\*\*

L'Afghanistan et les pays qui l'entourent sont aujourd'hui à la croisée de chemins. Un élément réconfortant incite à un léger optimisme : échaudés par l'invincibilité du peuple afghan et par plus de trente ans de guerre civile, les pays voisins et grandes puissances proches n'ont aucune envie de voir renaître les hostilités en terre afghane et encore moins d'y participer. Par ailleurs, en Afghanistan même, par fierté nationale, rares sont les Afghans favorables à une partition. Cette retenue pourrait faciliter, en définitive, l'organisation d'une conférence pour la coopération et la sécurité en Asie centrale et du Sud dont la tâche prioritaire serait le retour à un Afghanistan cohérent, neutre, « désopiumisé », clef de voûte de la sécurité dans toute la région. Des indices, certes infimes, existent déjà en ce sens comme l'appel à une neutralité afghane « à la suisse ou à l'autrichienne » formulé le 17 novembre 2012 par la *Joint Declaration on Regional Peace and Stability* d'un groupe d'experts venus de tous les pays environnants à l'initiative de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung.